



Minister for
International Trade

Ministre du
Commerce extérieur

STATEMENT DISCOURS

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

87/69

Notes pour une allocution
de l'honorable Pat Carney,
ministre du Commerce extérieur,
à la 43ème session des Parties
contractantes du GATT

GENÈVE

Le 1er décembre 1987

Canada

Monsieur le Président,

C'est pour moi un honneur que de m'adresser à cette session des Parties contractantes qui marque le 40ème anniversaire de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le Commerce (GATT). Je saisis l'occasion pour vous transmettre les salutations de Simon Reisman, mon compatriote et l'un des pères fondateurs du GATT, qui regrette profondément de ne pouvoir être présent aujourd'hui.

Le Canada est l'un des sept plus grands pays commerçants du monde. Il vit des échanges. L'emploi du quart de sa population active en dépend. Pour assurer sa croissance et sa prospérité, il doit se tourner vers l'extérieur. Il était donc naturel que notre pays soit au nombre des membres fondateurs du GATT.

Il y a quelques semaines, les deux pays du monde dont les échanges réciproques sont les plus élevés ont signé un important accord de libre-échange. Certains peuvent donc se poser la question de savoir si le Canada se sent véritablement engagé vis-à-vis du GATT et de "l'Uruguay Round".

Le Canada, Monsieur le Président, se sent pleinement engagé. Le GATT reste la pierre angulaire de la politique canadienne du commerce extérieur. Je réitère l'engagement souvent affirmé du Canada envers le système commercial multilatéral, sa libéralisation et son renforcement, par le biais des Négociations commerciales multilatérales (NCM).

Il est essentiel pour la santé de l'économie mondiale que le GATT soit renforcé et que les NCM soient couronnées de succès. Le Canada a des intérêts commerciaux dans le monde entier. Un échec du GATT et des NCM aurait des effets dommageables pour l'ensemble de nos relations bilatérales. Le GATT, il ne faut pas l'oublier, demeure une protection pour tous les pays membres, surtout les plus petits.

Et c'est pourquoi, Monsieur le Président, la politique commerciale de mon gouvernement, qui est orientée vers l'extérieur, vise à développer la libéralisation des échanges et la croissance commerciale, dans un esprit d'ouverture, et non de repliement sur soi. Cet effort est poursuivi dans deux directions: vers nos partenaires du GATT et vers les Etats-Unis.

L'accord que nous avons conclu avec les États-Unis est pleinement conforme à l'Accord général. Et de fait, l'article premier indique les liens étroits qui existent entre les deux accords. Cet accord porte aussi sur plusieurs des questions nouvelles, à savoir les services et les mesures liés aux aspects commerciaux de l'investissement.

En même temps, Monsieur le Président, l'interdépendance mondiale est une réalité d'aujourd'hui que l'instabilité récente des marchés boursiers et des taux de change, qui vient s'ajouter aux graves problèmes d'endettement que connaissent nombre des pays représentés ici, a clairement mise en lumière. Il incombe aux gouvernements que nous représentons de régler ces nombreuses questions interdépendantes.

L'interdépendance exige un renforcement de la coopération. C'est là le message que le Canada apporte dans de nombreuses enceintes, comme les Sommets de la Francophonie et du Commonwealth qui ont eu lieu récemment au Canada, et le prochain Sommet économique que notre pays accueillera l'an prochain.

Ainsi, quarante-cinq responsables du Commonwealth, qui représentent un vaste ensemble de pays tant développés qu'en voie de développement, sont convenus, dans la partie de la Déclaration de Vancouver sur le commerce mondial qui concerne "l'Uruguay Round", "de chercher à faire en sorte que l'issue de ces négociations soit harmonieuse afin de rendre le système commercial multilatéral plus ouvert, viable et durable dans une perspective de croissance et de développement."

Monsieur le Président, cette 40ème session commémorative des parties contractantes marque également la fin de la première année des travaux accomplis dans le cadre de "l'Uruguay Round". Les travaux accomplis à Genève par les groupes de négociation sont conformes à l'esprit de la déclaration historique de Punta del Este de l'an dernier. Nous avons fait du bon travail.

Mais nous devons poursuivre nos efforts. Les réalités du marché d'aujourd'hui et les exigences de la croissance et du développement nous incitent à poursuivre nos efforts avec détermination. Nous devons aboutir à des résultats, afin de faire taire les sceptiques et de convaincre les commerçants et les investisseurs que les gouvernements sont vraiment décidés à s'attaquer au protectionnisme et à libéraliser les échanges.

J'aimerais, Monsieur le Président, exposer brièvement les cinq grandes priorités du Canada pour "l'Uruguay Round".

Premièrement: renforcer le système du GATT. On a constaté une prolifération, au fil des ans, des exceptions et des dérogations aux règles du GATT. Il nous faut renforcer l'application des règles de droit. Le GATT doit évoluer; il ne doit plus être seulement un organisme chargé de l'application d'un accord international sur le commerce; il doit être aussi une institution active, davantage axée sur les aspects politiques. Il faut également qu'il renforce ses liens avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD); les ministres ont un rôle important à jouer à cet égard.

Deuxièmement: élaborer de nouvelles règles pour le commerce des produits agricoles et assurer à ceux-ci un meilleur accès au marché. "L'Uruguay Round" doit arriver à une réforme fondamentale des politiques agricoles qui faussent les échanges. Les subventions agricoles et les obstacles au commerce nuisent aux producteurs agricoles de tous les pays. Aucun d'entre nous ne peut supporter leur coût qui monte en flèche.

Le Canada est fermement décidé à progresser dans ce domaine. En tant que participant actif aux travaux du Groupe de Cairns et hôte de la réunion ministérielle de mai dernier, il appuie entièrement la récente proposition du Groupe. Par ailleurs, nous avons fait nous-mêmes une proposition qui développe les idées que nous avons avancées dans de nombreux domaines importants.

Troisièmement: améliorer et garantir l'accès au marché. Au cours des quarante dernières années, les négociations du GATT ont porté essentiellement sur ces questions, qui restent un objectif important de "l'Uruguay Round". Le Canada est un partisan convaincu d'une libéralisation maximale des échanges, par le biais de l'amélioration des conditions d'accès au marché pour de larges catégories de produits, depuis les produits des ressources naturelles jusqu'aux technologies de pointe; il est décidé à oeuvrer en faveur de cette libéralisation. Pour que le bénéfice des concessions faites aujourd'hui ne soit pas perdu, nous devons également améliorer les conditions d'accès au marché.

Quatrièmement: aborder les questions nouvelles. Nous estimons que, pour continuer à jouer un rôle essentiel, le système commercial multilatéral doit pouvoir résoudre les problèmes commerciaux de demain. Les problèmes liés au commerce des services et aux aspects commerciaux des mesures concernant la propriété intellectuelle et l'investissement créent des tensions au sein du système commercial mondial. "L'Uruguay Round" doit s'efforcer de trouver les moyens de résoudre ces questions et d'accroître les échanges commerciaux de ce type, dans l'intérêt mutuel des parties.

Cinquièmement: accroître la participation et l'intégration au GATT des pays en voie de développement. Le Canada est résolu à travailler avec les pays en voie de développement au cours de cette série de négociations, afin que des résultats soient obtenus dans les domaines qui présentent de l'importance pour eux. A l'évidence, il est essentiel que tous les pays, et particulièrement les pays nouvellement industrialisés, s'intègrent encore davantage au système commercial multilatéral et prennent les engagements voulus pour en assurer la bonne marche.

Nous sommes également conscients que certains pays en voie de développement ont besoin d'aide, sous diverses formes, pour participer pleinement à la série de négociations. Le Canada a déjà pris des mesures pour atteindre cet objectif, notamment en finançant le cours de politique commerciale du GATT qui a lieu sur son territoire et en accordant une aide bilatérale à certains pays. Nous voulons maintenant développer ces activités, en coopération avec d'autres pays et des organisations internationales.

Vous constaterez, Monsieur le Président, que nous nous sommes fixés un programme chargé; la situation économique internationale l'exige. Il sera à notre avis essentiel de faire le point de l'évolution des négociations, d'enregistrer les progrès accomplis et de donner l'élan nécessaire à la phase finale de ces négociations. Le Comité des négociations commerciales est peut-être le mieux placé pour effectuer cet examen ministériel vers la fin de l'année prochaine. Les ministres étudient actuellement cette suggestion.

Je souhaite ajouter, Monsieur le Président, que le Canada sera heureux d'accueillir cette réunion.

Cependant, quelle que soit la décision prise à ce sujet, je rappelle une fois encore notre engagement de participer pleinement et activement à l'effort commun visant à reconstruire le système commercial multilatéral, de façon à le rendre plus ouvert, plus sûr et plus avantageux pour tous.

Merci, Monsieur le Président.